



Déclassifié¹

AS/Soc (2026) PV04add2

23 juin 2026

Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Procès-verbal

de l'audition sur « Garantir le droit d'accès à l'eau potable », tenue à Athènes le jeudi 4 juin 2026

Mme Saskia Kluit, Présidente, ouvre l'audition et accueille Mme Dionysia Theodora Avgerinopoulou, présidente de la commission permanente spéciale sur la protection de l'environnement du Parlement grec, M. Michael Scoulllos, professeur émérite, Laboratoire de chimie environnementale et Mme Claire Nicolet, Adjointe Responsable de la Cellule des Urgences, Médecins Sans Frontières (en ligne).

La commission **accueille** Mme Claire Nicolet qui rejoint la réunion en ligne et présente, avec son collaborateur, M. Odey Almanaseer, les conclusions du rapport publié par MSF en 2026 « L'Eau comme arme de guerre - Les destructions commises par Israël et la privation d'accès à l'eau et à l'assainissement à Gaza (en anglais seulement) » fondé sur des observations directes de MSF dans la bande de Gaza ainsi que sur l'analyse de données collectées par MSF et d'autres acteurs de terrain.

Selon les données recueillies, près de 89 % des infrastructures liées à l'eau et à l'assainissement ont été endommagées ou détruites. L'accès à l'eau potable est devenu extrêmement limité, les réseaux de distribution ayant été gravement perturbés ou totalement détruits. De nombreuses familles sont ainsi contraintes de recourir à des sources d'eau insalubres ou contaminées, ce qui accroît considérablement les risques sanitaires. Dans le même temps, le prix de l'eau a augmenté d'environ 500 %. Les experts soulignent que l'accès à l'eau propre est devenu une question de survie quotidienne. Les habitants doivent attendre de longues heures pour s'approvisionner auprès de camions-citernes, tandis que les systèmes d'égouts sont détruits et que les produits d'hygiène de base sont rares. La situation est aggravée par la surpopulation des camps de déplacés, dont la capacité d'accueil est largement dépassée. Les conditions climatiques hivernales, marquées par les inondations et les vents violents, rendent ces lieux particulièrement dangereux. Face à la rareté des ressources, les familles privilégient souvent l'accès à l'eau potable au détriment de l'alimentation ou de l'hygiène personnelle. Les équipes médicales de MSF ont constaté une augmentation importante des maladies diarrhéiques, des infections cutanées, de la gale et d'autres pathologies liées au manque d'eau propre et de conditions d'assainissement adéquates. Une personne sur quatre à Gaza, principalement des enfants, souffre de diarrhée. Au-delà des questions de santé publique, les experts insistent sur les atteintes à la dignité humaine. L'absence d'espaces privés pour se laver ou utiliser les toilettes contrevient aux normes culturelles et religieuses de la population. Les personnes en situation de handicap rencontrent des obstacles supplémentaires pour accéder aux installations disponibles. Il a également évoqué les risques sécuritaires auxquels sont confrontés les civils lors de la collecte d'eau ou de nourriture, notamment les violences qui peuvent survenir dans les files d'attente, en particulier envers les enfants. En conclusion, les intervenants soulignent que les restrictions imposées à l'aide humanitaire et les atteintes portées aux infrastructures essentielles ont conduit les habitants de Gaza à vivre dans des conditions extrêmement précaires, avec des conséquences graves sur leur santé, leur sécurité et leur dignité. Au nom de MSF, ils appellent à la protection des infrastructures civiles, notamment des réseaux d'eau potable et d'assainissement, à un accès humanitaire sûr et durable, à la remise en état des services essentiels ainsi qu'à la protection des civils et des travailleurs et travailleuses humanitaires.

La commission **poursuit avec une audition** avec la participation de M. Michael Scoulllos.

¹ Le procès-verbal a été approuvé et déclassifié par la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable lors de sa réunion du 23 juin 2026.

L'intervenant rappelle que, dès l'Antiquité grecque, la santé était reconnue comme une déesse. Malgré les progrès accomplis dans certaines régions du monde, notamment en Europe et dans le bassin méditerranéen, l'Objectif de développement durable (ODD) 3 est loin d'être atteint. Aucune des 13 cibles de cet objectif n'est même sur la bonne voie. Près de la moitié d'entre elles progressent très lentement, voire régressent. Cette situation est attribuée à une série de crises, notamment la pandémie de Covid-19, les facteurs environnementaux et de graves pénuries de financement à l'échelle mondiale. Les indicateurs les plus alarmants concernent la mortalité maternelle et infantile. Bien que 133 pays aient atteint les objectifs relatifs à la mortalité des enfants de moins de cinq ans, le taux mondial de mortalité maternelle demeure extrêmement élevé. Plus de 700 femmes meurent chaque jour de causes évitables liées à la grossesse, un chiffre trois fois supérieur à l'objectif fixé par les ODD. Concernant les maladies transmissibles, les efforts visant à éradiquer des épidémies telles que le sida, le paludisme ou la tuberculose ont ralenti, voire reculé. Dans le même temps, la couverture vaccinale des enfants pour les vaccinations essentielles est tombée en dessous des niveaux observés avant la pandémie. S'agissant des maladies non transmissibles, plus de 18 millions de personnes de moins de 70 ans meurent prématurément chaque année. L'objectif consistant à réduire d'un tiers la mortalité prématurée due à ces maladies d'ici 2030 est considéré comme hors d'atteinte. En ce qui concerne la couverture sanitaire universelle, plus de la moitié de la population mondiale n'a toujours pas accès aux services de santé essentiels. Dans les sociétés occidentales en particulier, l'hypertension artérielle, l'obésité, le diabète, la dépression, les fractures liées à l'âge, le mélanome, le cancer du sein ou encore l'asthme sont plus fréquents qu'il y a trente ans. Cette évolution pourrait être liée à un changement de paradigme évolutionniste, celui de l'hypothèse de discordance qui met l'accent sur le décalage entre notre héritage génétique et notre mode de vie.

Concernant la qualité de l'eau, l'expert souligne que dans de nombreuses régions du monde, notamment dans le bassin méditerranéen, des progrès significatifs ont été réalisés grâce à la mise en œuvre des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé, de la législation européenne ainsi que d'autres cadres réglementaires internationaux. Cependant, même dans la région méditerranéenne, 15 millions de personnes n'ont toujours pas accès à une eau sûre. À l'échelle mondiale, nous sommes loin d'atteindre l'ODD 6 d'ici 2030 puisque 2,2 milliards de personnes resteront privées d'un accès sécurisé à l'eau potable, et 3,4 milliards n'auront pas accès à des services d'assainissement gérés de manière sûre et que 1,7 milliard seront privées de services d'hygiène de base à domicile. La qualité de l'eau dépasse les seuls paramètres microbiologiques pour englober toutes sortes de polluants : substances chimiques issues des émissions industrielles, rejets divers, ruissellements agricoles et autres activités humaines. L'exemple de la pollution massive allant des macroplastiques aux microplastiques et nanoplastiques est illustratif. À cela s'ajoutent les catastrophes et calamités telles que les conflits armés, les incendies de forêt, les inondations ou les ouragans, qui mobilisent et transportent de grandes quantités de substances nocives vers les milieux aquatiques.

Les questions liées à la qualité de l'eau dépendent de la « santé des écosystèmes » et est liée à des phénomènes tels que la surconsommation dans certaines régions et l'aggravation de la pénurie d'eau. Près de la moitié de la population mondiale, y compris dans certaines parties du bassin méditerranéen, connaît des pénuries d'eau sévères pendant au moins une partie de l'année. Une partie des solutions repose sur le traitement et la réutilisation appropriés des eaux usées ainsi que sur le dessalement. Cela étant, seuls 56 % des eaux usées domestiques sont aujourd'hui traitées de manière sûre. Parallèlement, la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau reste fragile même s'il existe des initiatives très intéressantes parmi lesquelles figurent, dans la région méditerranéenne, l'approche Nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes (WEFE Nexus), la stratégie « de la source à la mer » (Source-to-Sea Continuum Strategy), récemment approuvée la Convention de Barcelone et le Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE/PAM), ainsi que les initiatives soutenues par l'Union pour la Méditerranée, le programme WES, le Partenariat mondial pour l'eau – Méditerranée (GWP-Med) et le programme PRIMA.

La commission **entend** enfin Mme Dionysia Theodora Avgerinopoulou.

L'intervenante rappelle que l'eau constitue non seulement le fondement de la vie et de la santé humaine, mais aussi un facteur essentiel de sécurité alimentaire, de développement économique, de protection de l'environnement et de paix, particulièrement dans la région méditerranéenne. L'insécurité hydrique demeure l'un des défis majeurs du XXI^e siècle. L'ODD 6 souffre d'un déficit chronique de financement ; l'eau étant encore largement considérée comme un bien public, les financements privés

restent insuffisants. Les parlements et les autorités publiques devraient s'appuyer davantage sur les données scientifiques pour adapter les cadres législatifs aux multiples risques affectant la qualité de l'eau et la santé publique : aggravation des sécheresses et des inondations sous l'effet du changement climatique, pollution industrielle et agricole, contamination par les produits pharmaceutiques, les plastiques et les microplastiques, etc.

Elle attire l'attention sur les inégalités persistantes dans l'accès à l'eau potable, y compris dans des pays développés. Elle évoque la situation de certaines communautés roms en Grèce qui rencontrent des difficultés d'accès à une eau propre, ainsi que celle de villages isolés dans les régions montagneuses où les ressources disponibles ne suffisent pas à couvrir les besoins domestiques de base en eau potable et en assainissement.

La Grèce est confrontée de manière croissante aux conséquences du changement climatique sur la disponibilité de l'eau. Les autorités observent une diminution des précipitations dans certaines régions, une modification de leur répartition saisonnière, une augmentation des phénomènes extrêmes et une concurrence accrue entre les différents usages de l'eau, notamment pour l'agriculture et le tourisme. Les îles grecques sont particulièrement exposées en raison de l'allongement de la saison touristique, qui accroît fortement la pression sur les ressources locales. Face à ces défis, la Grèce a engagé d'importants investissements destinés à moderniser les réseaux d'approvisionnement, améliorer l'efficacité de l'irrigation, développer la réutilisation des eaux usées et renforcer le recours aux technologies numériques pour la gestion de l'eau. L'intervenante cite le programme national « Ydor 2.0 » (« Eau 2.0 »), vaste programme d'infrastructures hydrauliques et d'irrigation du pays, doté d'un budget supérieur à 4 milliards d'euros. Des efforts sont également entrepris pour diversifier les sources d'approvisionnement en eau, notamment pour la région d'Athènes où réside près de la moitié de la population grecque, ainsi que les investissements dans le dessalement, en particulier pour les îles, la réutilisation des eaux usées traitées, la récupération des eaux pluviales et l'étude des événements hydrologiques extrêmes.

Enfin, l'intervenante souligne le rôle croissant de la Sous-commission parlementaire grecque sur les cours d'eau, qui est devenue un point de référence pour les citoyens, les scientifiques et les acteurs publics grecs sur les questions liées à l'eau. Son expérience l'a conduit à plaider en faveur de structures parlementaires spécialisées capables de suivre de manière continue les enjeux relatifs à l'accès à l'eau potable, à la gestion durable des ressources hydriques et à leur lien avec la santé publique.

Le rapporteur général sur la situation des femmes et des enfants à Gaza, **M. O'Reilly**, interroge les experts sur le moment où la privation d'accès à l'eau cesse de relever d'une simple crise humanitaire pour devenir un véritable instrument de guerre visant la survie des populations civiles.

Mme Ovchynnykova témoigne de l'expérience ukrainienne, marquée par les conséquences environnementales de la guerre. Elle cite la destruction du barrage hydroélectrique de Kakhovka en juin 2023, qu'elle qualifie de l'une des plus grandes catastrophes écologiques qu'ait connues l'Europe récente. Selon elle, cet événement provoque l'inondation de nombreuses communautés, la destruction d'écosystèmes, des pertes massives de biodiversité ainsi que d'importants dommages sociaux et économiques. Elle évoque également les atteintes à l'environnement marin consécutives aux bombardements d'installations pétrolières dans la région d'Odessa, qui affectent des espèces d'oiseaux protégées et les écosystèmes côtiers. S'appuyant sur ces exemples, elle plaide pour un renforcement des instruments juridiques internationaux permettant de prévenir et de sanctionner les crimes environnementaux. Elle appelle notamment les États membres à ratifier la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection de l'environnement par le droit pénal et à poursuivre les efforts visant à mieux reconnaître et réprimer les atteintes graves à l'environnement commises dans les conflits armés. Elle invite enfin les experts à identifier de nouveaux outils politiques et juridiques pour empêcher que l'eau et l'environnement ne soient utilisés comme armes de guerre.

Mme Nicolet explique que les conclusions de son organisation reposent sur des observations de terrain montrant que les difficultés d'accès à l'eau dépassent largement les conséquences directes des combats. Elle rappelle que de nombreuses infrastructures hydrauliques essentielles ont été détruites ou gravement endommagées, notamment des installations de production et de traitement de l'eau. Toutefois, elle insiste surtout sur les obstacles persistants mis par les autorités israéliennes à l'acheminement des équipements, pièces détachées et matériels nécessaires au fonctionnement et à la réparation des installations de dessalement et de production d'eau potable. Selon elle, alors que

certaines marchandises humanitaires continuent d'entrer dans la bande de Gaza, les équipements indispensables au secteur de l'eau restent bloqués, empêchant le rétablissement des services essentiels. Elle évoque également les difficultés rencontrées par les organisations humanitaires pour obtenir les autorisations nécessaires à la réparation de conduites d'eau endommagées, y compris lorsqu'il s'agit d'interventions urgentes sur des infrastructures stratégiques. Pour l'experte, l'accumulation de ces entraves démontre que l'accès à l'eau est devenu un enjeu central du conflit et que la privation d'eau constitue aujourd'hui un instrument de fragilisation de la population civile.

Mme Avgerinopoulou rappelle que l'accès à une eau potable salubre constitue un droit humain fondamental et souligne que la privation d'eau dans les zones de conflit constitue une violation du droit international humanitaire et, dans certains cas, du droit pénal international et du droit de l'environnement. Elle insiste sur la nécessité de garantir la qualité de l'eau tout au long de son cycle de vie, depuis son captage jusqu'à son traitement après usage.

M. Scoullios attire l'attention sur la dégradation croissante des ressources en eau sous l'effet des activités humaines. Il souligne qu'il existe désormais très peu de régions dans le monde, y compris dans les zones les plus reculées comme l'Arctique ou l'Antarctique, qui ne portent pas la trace des activités humaines. Selon lui, cette situation compromet la qualité des ressources en eau à la source et rend nécessaire le traitement de l'eau avant sa consommation dans la plupart des régions du monde. Il insiste également sur le fait que la réutilisation des eaux usées devient une nécessité stratégique face à la raréfaction des ressources disponibles. Si les progrès technologiques permettent aujourd'hui d'améliorer les performances du traitement des eaux et de réduire les coûts énergétiques associés, des incertitudes demeurent quant aux effets à long terme de nombreux micropolluants présents dans les eaux traitées. Il cite notamment la présence de résidus pharmaceutiques, de substances chimiques et de nanopolluants, dont plus de 180 ont été identifiés dans certaines eaux usées traitées en Grèce. Tout en appelant à poursuivre les efforts de réutilisation de l'eau, notamment pour les espaces verts et certaines activités agricoles, il souligne la nécessité d'appliquer le principe de précaution et de renforcer les connaissances scientifiques sur ces contaminants émergents. Il rappelle également que le dessalement constitue une solution importante pour les régions confrontées à la pénurie d'eau, même s'il soulève encore des questions environnementales liées notamment aux rejets de saumures et à la consommation d'énergie. Enfin, revenant sur la situation à Gaza, il évoque avec regret la destruction de deux installations pilotes de traitement et de réutilisation des eaux usées qui venaient d'être achevées, illustrant la vulnérabilité des infrastructures hydrauliques en période de conflit et les conséquences durables de ces destructions sur l'accès à l'eau.

En conclusion, **la Présidente** rappelle que l'accès à l'eau est particulièrement crucial pour les enfants dans les zones de conflit et insiste sur l'urgence de garantir un accès à l'eau potable à Gaza.

List of presence / *Liste de présence*

(The names of members who took part in the meeting are in bold /
Les noms des membres ayant pris part à la réunion sont en caractères gras)

Chairperson / *Président·e*:

Ms Saskia Kluit (Netherlands / <i>Pays-Bas</i>)	
---	--

Vice-Chairpersons / *Vice-Président·es* :

Ms Carmen Leyte (Spain / <i>Espagne</i>)	
Ms Yuliia Ovchynnykova (Ukraine)	
Mme Sophia Chikirou (France)	

Members / Membres	Country / Pays	Alternates / Remplaçant·es
Ms Ogerta Manastirliu	Albania / <i>Albanie</i>	Mr Ardit Bido
Mr Cerni Escalé	Andorra / <i>Andorre</i>	Mme Bernadeta Coma
Mr Armen Gevorgyan	Armenia / <i>Arménie</i>	Ms Hripsime Grigoryan
Ms Claudia Arpa	Austria / <i>Autriche</i>	Ms Doris Bures
Mr Andreas Minnich	Austria / <i>Autriche</i>	Ms Agnes Sirkka Prammer
Mme Anne Lambelin	Belgium / <i>Belgique</i>	Mr Andries Gryffroy
M. Benoît Lutgen	Belgium / <i>Belgique</i>	Mme Véronique Durenne
Ms Darijana Filipović	Bosnia and Herzegovina / <i>Bosnie-Herzégovine</i>	Mr Šemsudin Dedić
Ms Atidzhe Alieva-Veli	Bulgaria / <i>Bulgarie</i>	Mr Kostadin Angelov
Ms Maya Dimitrova	Bulgaria / <i>Bulgarie</i>	Mr Ilian Iontchev
Mr Marko Pavić	Croatia / <i>Croatie</i>	Ms Rada Borić
Ms Christiana Erotokritou	Cyprus / <i>Chypre</i>	Mr Constantinos Efstathiou
Ms Ivana Mádllová	Czechia / <i>Tchéquie</i>	Mr Ondřej Šimetka
ZZ...	Czechia / <i>Tchéquie</i>	ZZ...
Ms Camilla Fabricius	Denmark / <i>Danemark</i>	Ms Charlotte Bagge Hansen
Ms Hanah Lahe	Estonia / <i>Estonie</i>	Ms Kadri Tali
Ms Minna Reijonen	Finland / <i>Finlande</i>	Mr Pekka Aittakumpu
Mme Sophia Chikirou	France	Mme Sabrina Sebaihi
M. Alexandre Dufosset	France	Mme Liliana Tanguy
M. Alain Milon	France	M. Alain Cadec
Mme Maud Petit	France	M. Jean Laussucq
Ms Birgit Bessin	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Martina Kempf
Mr Vinzenz Glaser	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Christin Willnat
Ms Inge Gräßle	Germany / <i>Allemagne</i>	Mr Julian Joswig
Mr Serdar Yüksel	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms Franziska Kersten
Mr Georgios Stamatis	Greece / <i>Grèce</i>	Mr Dionysios-Charalampos Kalamatianos
Ms Maria Syrengela	Greece / <i>Grèce</i>	Ms Maria-Nefeli Chatziioannidou
Ms Mónika Bartos	Hungary / <i>Hongrie</i>	Mr Zoltán Bóna
Ms Mónika Dunai	Hungary / <i>Hongrie</i>	Mr István Hollik
Ms Kolbrún Áslaugar Baldursdóttir	Iceland / <i>Islande</i>	Ms Ásthildur Lóa Þórsdóttir

Mr Joseph O'Reilly	Ireland / <i>Irlande</i>	Mr Rónán Mullen
Ms Elena Bonetti	Italy / <i>Italie</i>	Mr Roberto Rosso
Ms Aurora Floridia	Italy / <i>Italie</i>	Mr Giuseppe De Cristofaro
Mr Alessandro Giglio Vigna	Italy / <i>Italie</i>	Mr Graziano Pizzimenti
Mr Stefano Maullu	Italy / <i>Italie</i>	Ms Domenica Spinelli
M. Andris Bērziņš	Latvia / <i>Lettonie</i>	Mr Edmunds Cepurītis
Mr Marc Risch	Liechtenstein	Mr Joachim Vogt
Ms Orinta Leiputė	Lithuania / <i>Lituanie</i>	Mr Zigmantas Balčytis
Mme Stéphanie Weydert	Luxembourg	M. Paul Galles
Mr Michael Farrugia	Malta / <i>Malte</i>	Mr Joseph Beppe Fenech Adami
Mr Ion Groza	Republic of Moldova / <i>République de Moldova</i>	Ms Ana Calinici
M. Régis Bergonzi	Monaco	Mme Béatrice Fresko-Rolfo
Mr Miloš Konatar	Montenegro / <i>Monténégro</i>	Ms Edina Dešić
Ms Saskia Kluit	Netherlands / <i>Pays-Bas</i>	Mr Theo Bovens
Ms Carla Moonen	Netherlands / <i>Pays-Bas</i>	Mr Felix Klos
Mr Bekim Kjeku	North Macedonia / <i>Macédoine du Nord</i>	Mr Sadula Duraki
Mr Per Vidar Kjølmoen	Norway / <i>Norvège</i>	Ms Seher Aydar
Mr Szymon Hołownia	Poland / <i>Pologne</i>	Ms Magdalena Biejat
Ms Danuta Jazłowiecka	Poland / <i>Pologne</i>	Mr Mirosław Adam Orliński
Mr Jan Filip Libicki	Poland / <i>Pologne</i>	ZZ...
Mr Nuno Fazenda	Portugal	Mr António Mendonça Mendes
Mr Carlos Silva Santiago	Portugal	Ms Sofia Carreira
Ms Georgeta-Carmen Holban	Romania / <i>Roumanie</i>	Ms Mirela Elena Adomnicăi
Ms Dumitrina Mitrea	Romania / <i>Roumanie</i>	Mr Iulian Bulai
Mr Robert-Ionatan Sighiartău	Romania / <i>Roumanie</i>	Ms Maria-Gabriela Horga
Mr Gerardo Giovagnoli	San Marino / <i>Saint-Marin</i>	Ms Alice Mina
Mr Vladimir Đorđević	Serbia / <i>Serbie</i>	Mr Predrag Marsenić
Ms Tatjana Pašić	Serbia / <i>Serbie</i>	Ms Jelena Milošević
Ms Veronika Remišová	Slovak Republic / <i>République Slovaque</i>	M. Pavol Goga
Mr Dean Premik	Slovenia / <i>Slovénie</i>	Ms Iva Dimic
Ms María Fernández	Spain / <i>Espagne</i>	Ms Luz Martinez Seijo
Mr José Latorre	Spain / <i>Espagne</i>	Ms Nerea Ahedo
Ms Carmen Leyte	Spain / <i>Espagne</i>	Mr José Antonio Bermúdez De
Ms Sofia Amlöh	Sweden / <i>Suède</i>	Ms Annika Strandhäll
Ms Victoria Tiblom	Sweden / <i>Suède</i>	Ms Borianna Åberg
Ms Sibel Arslan	Switzerland / <i>Suisse</i>	Mme Céline Amaudruz
Mme Valérie Piller Carrard	Switzerland / <i>Suisse</i>	Mr Niklaus-Samuel Gugger
Mr Murat Cahid Cingi	Türkiye	Mr Mustafa Canbey
Ms Gökçe Gökçen	Türkiye	Mr Namık Tan
Mr Berdan Öztürk	Türkiye	Ms Sevilay Çelenk
Mr Sevan Sivacioğlu	Türkiye	Ms Sena Nur Çelik Kanat
Ms Olena Khomenko	Ukraine	Ms Larysa Bilozir
Ms Yuliia Ovchynnykova	Ukraine	Mr Andrii Lopushanskyi
Ms Lesia Zaburanna	Ukraine	Mr Rostyslav Tistyk
Baroness Thérèse Coffey	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Mr Dan Aldridge

Mr Mike Reader	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Ms Leigh Ingham
Ms Elaine Stewart	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Ms Kate Osamor
Lord Don Touhig	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>	Ms Michelle Welsh

Partners for Democracy / Partenaires pour la Démocratie

Mr / M. Allal Amraoui, Morocco / *Maroc*

Mr / M. Hassan Arif, Morocco / *Maroc*

Secretariat of Delegation or of Political Group / Secrétariat de Délégation ou de Groupe politique

Ms / Mme Francesca Verginelli, Italy / *Italie*

Ms / Mme Francesca Albanese Arbogast, Socialists, Democrats and Green Group / *Groupe des socialistes, démocrates et verts*

Mr / M. Sabih Gazi Öztürk, Türkiye

Experts / Expert-es

Ms / Mme Domna Michailidou, Greek Minister of Social Cohesion and Family Affairs / *ministre grecque de la Cohésion sociale et des Affaires familiales*

Ms / Mme Niki Kerameus, Greek Minister of Labour and Social Insurance / *ministre grecque du Travail et de la Sécurité social*

Mr / M. Stelios Maridakis, Vice President of the National Youth Council of Greece / *vice-président du Conseil national de la jeunesse de Grèce*

Mr / M. Basil C. Tarlatzis, Professor Emeritus of Obstetrics-Gynaecology and Human Reproduction, Aristotle University of Thessaloniki / *professeur émérite d'obstétrique-gynécologie et de reproduction humaine à l'université Aristote de Thessalonique*

Ms / Mme Alexandra Tragakis, Professor of economic demography at Harokopio University / *professeure de démographie économique à l'université Harokopio*

Ms / Mme Dionysia Theodora Avgerinopoulou, Chair of the Special Standing Committee on Environmental Protection of the Greek Parliament / *présidente de la commission permanente spéciale sur la protection de l'environnement du Parlement grec*

Mr / M. Scoullas Michael, Professor Emeritus, Laboratory of Environmental Chemistry / *professeur émérite, Laboratoire de chimie environnementale*

Mr / M. Grigoris Konstantellos, Mayor of Varis Voulas Vouliagmeni / *maire de Varis Voulas Vouliagmeni*

Other persons present / Autres personnes présentes

Mr / M. Armağan Candan, Representative of the Turkish Cypriot Community (*) / *Représentant de la communauté chypriote turque (*)*

(*) In accordance with Resolution 1376 (2004) / *Conformément à la Résolution 1376 (2004)*

Secretariat of the Parliamentary Assembly / Secrétariat de l'Assemblée parlementaire

Ms / Mme Louise Barton, Director, Inclusive and Sustainable Societies and Co-operation Directorate /
Directrice, Direction des sociétés inclusives et durables et de la coopération

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development /
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Ms / Mme Catherine Du-BernardHead of the Secretariat / *Cheffe du Secrétariat*
Ms / Mme Aiste RamanauskaiteSecretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
Ms / Mme Jannick DevauxSecretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
Ms / Mme Claire Dubois-HamdiSecretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
Ms / Mme Prisca BarthelEurope Prize Section / *Section du Prix de l'Europe*
Ms / Mme Xenia Birioukova.....Assistant/ *Assistante*
Ms / Mme Özgü Tan.....Assistant/ *Assistante*